

Les États-Unis, leur président et nous

Afin de défendre intelligemment son modèle et ses intérêts, la France doit bien comprendre les ressorts de la puissance américaine, dont le Président incarne forces et limites...



En ces jours de transition à la Maison Blanche, les États-Unis s'apprêtent à écrire un nouveau chapitre de leur incroyable histoire, dont nous attendons finalement ici en Europe, autant que dans la Patrie des descendants des Pères pèlerins du Mayflower.

Nous autres en France croyons connaître les États-Unis. Or **la nation et la société américaines figurent parmi les plus complexes, forgées par une âme profondément insondable, en tout cas surprenante, parfois-même détonante.**

La dualité d'une nation en mutation

Invraisemblable melting-pot de conservatismes et d'avant-gardes, les États-Unis s'affirment comme le pays de tous les excès, contrastes et démesures, dans un sens comme dans l'autre, en suivant un mouvement de balancier régulier. Pour bien comprendre, une image facilement mémorisable : **le pays de spring-break et en même temps celui où l'on récite les bénédicités à table.** Le même pays qui à la fin du dix-huitième siècle personnifia sur le plan institutionnel la Philosophie des Lumières, et qui mit plus de soixante-dix ans à abolir l'esclavage. Un pays où en 1919 les mouvements puritains obtinrent le vote du dix-huitième amendement prohibant la vente d'alcool, et qui au cours des sixties se dévergonda au rythme hippie du flower power.



Il faut bien voir que cette turbulence propre à la jeunesse – jeunesse en l'occurrence d'une nation - ne procède pas uniquement de la beauté de la métaphore ; elle se vérifie aujourd'hui, même au niveau des grands agrégats macro-économiques, les États-Unis restant sur ce plan toujours adolescents, en correspondant assez bien à un profil caractérisé par un triptyque déficits, endettements et pointes de croissance, finalement assez proche des nouveaux géants émergents de type Chine ou Brésil.

Cette constance dans l'inconstance s'explique sûrement par **les multiples lignes de fracture qui parcourent le pays. La société américaine se clive au gré de dichotomies persistantes** : le nord par rapport au sud, l'ouest par rapport à l'est, les ruraux par rapport aux urbains, sans oublier naturellement les noirs par rapport aux blancs, impliquant bien des tabous. Néanmoins, si ces lignes de partage continuent d'expliquer l'Amérique d'aujourd'hui, **le pays opère progressivement sa mue**, comme en témoignent, par exemple, la reconnaissance en 2015 à l'échelle fédérale du mariage homosexuel, et le fait que le catholicisme soit devenu – principalement du fait des *Latinos* – la première dénomination religieuse du pays, mettant un terme à la suprématie historique des fameux WASP, les *White Anglo-Saxon Protestants*.

Présidence : vers un nouveau cycle de la dialectique bipartisanne

Mais paradoxe parmi les paradoxes : la géographie politique n'épouse en rien ce mouvement. Tout au contraire, **la carte électorale s'est totalement figée depuis maintenant 28 ans**. Hormis la *Rust Belt* et la vallée du Mississippi, la répartition des votes par État pour l'élection de Bill Clinton en 1992 et pour celle de Joe Biden en 2020, est peu ou prou la même. Saisissant, lorsqu'on songe au fait que cette stabilité paramètre le processus de désignation de l'homme le plus puissant au monde, puissant non du fait de la réalité de ses pouvoirs institutionnels (ils sont bien plus limités que ceux dont dispose le Président de la République Française), mais pour cause de position dominante à l'échelle de la planète, de la Nation dont il a la charge de la représentation.

Alors, ainsi l'ont voulu les Américains : la Patrie de l'Oncle Sam abordera la décennie 2020 sous pavillon démocrate. **Compte tenu de son âge et de son tempérament, Joe Biden assurera selon toute vraisemblance une présidence de transition**. Bien qu'élu au gré d'une alternance, il y a fort à parier – et nous lui souhaitons de réussir - que l'ex-sénateur du Delaware s'inscrive dans les pas de ce bon vieux Gerald Ford, successeur du républicain et controversé Richard Nixon, en vue d'offrir à l'Amérique le grand retour au calme, celui dont elle avait besoin hier après le tumulte du Watergate, celui qui s'avère aujourd'hui être devenu un impératif après la fureur Donald Trump.

A ce sujet, évitons - aux risques de lendemains qui déchantent - de nous méprendre sur la portée de l'élection de novembre 2020. **Bien qu'il n'ait jamais compris que la Nation dépasse la fonction, et aussi pathétique soit son déni de sa propre défaite, Trump n'a pas du tout été carbonisé électoralement**. En gardant dans son escarcelle vingt-six États sur cinquante, il n'a en rien été humilié comme le sortant et battu Jimmy Carter, qui en 1980 n'était parvenu à rassembler que six États sur nom. Ce résultat finalement relativement équilibré nous autorise à espérer que durant les quatre années où Joe Biden s'évertuera à panser les plaies de l'Amérique, la concurrence électorale, la dialectique bipartisanne, fonctionnera à plein-régime, pour peut-être produire en 2024, l'un des duels présidentiels les plus prometteurs, novateurs, 100% féminin et à l'issue totalement ouverte : **la démocrate Kamala Harris** fraîchement élue vice-présidente des États-Unis, née en 1964, contre **la Républicaine Nikki Haley**, ancienne gouverneur de Caroline du Sud et ambassadrice américaine de 2017 à 2018 auprès des Nations unies, née en 1972.

Quoi qu'il en soit, sauf nouvelle candidature de Joe Biden bien improbable à ce stade, **l'élection de 2024 devrait inaugurer un changement générationnel**, à l'image de la victoire en 1992 de Bill Clinton sur George Bush père. En effet depuis cette date, hormis l'intermède Obama, les baby-boomers ont trusté la Maison Blanche, comme la génération de leurs pères, la *Great Generation*, le fit pendant 32 ans, de Kennedy jusqu'au même George Bush père.



Regards français au gré d'une rivalité à transcender

Alors certes, en France, cette cuisine électorale suscitera peut-être l'indifférence, pour la simple et bonne raison que **la France vote démocrate ; c'est un fait établi de longue date**. On en trouvera la raison dans le déplacement significativement à droite aux États-Unis du curseur du débat public, par rapport aux déterminants politiques qui structurent l'opinion dans notre pays. Barack Obama ne se situe pas forcément à la gauche de Nicolas Sarkozy. Et comme ici nous portons à la Présidence parfois des socialistes, les démocrates américains trouvent des affinités même chez LR, leurs rivaux républicains étant quant à eux – pas toujours à raison – taxés d'extrémisme.

Néanmoins, le tropisme français envers les représentants du Parti de l'âne relève de motifs beaucoup plus profonds, liés au rapport que nous entretenons inconsciemment avec les États-Unis d'Amérique. Instinctivement, s'agissant d'un débat politique propre à un pays qui nous a clairement distancés dans la hiérarchie mondiale, nous autres Français préférons toujours un parti qui prône le multilatéralisme, à un mouvement qui a fait du leadership et d'*America First* son fonds de commerce. En fait, **nous considérons l'Amérique en rival, alors que nous devrions la voir rationnellement à notre image, comme un acteur du jeu mondial**, à la fois compétiteur et potentiellement partenaire. **Nous réagissons de manière émotionnelle, en projetant notre mélancolie profondément européenne de ne plus être le centre du monde**. D'où un rapport d'attraction et de répulsion (dans les deux sens d'ailleurs) qui comme chacun le sait procède des mêmes sentiments. Pourtant **la mondialisation en elle-même n'équivaut pas spécifiquement en une américanisation forcée de nos sociétés occidentales**. Qu'il s'agisse du sport avec le base-ball et le football américain, ou de la musique populaire country, des pans entiers de l'identité culturelle américaine n'ont toujours pas traversé l'Atlantique, et ne le traverseront probablement jamais. Alors arrêtons un instant de tout intellectualiser et de projeter dans notre rapport à autrui nos fantasmes de vieilles gloires déchues, pour regarder enfin la réalité en face. Nous valons bien mieux que cela et avons encore beaucoup à dire.

La France ne sera jamais l'Amérique et l'inverse est tout aussi vrai. Une République d'Europe qui tient à son indépendance nationale comme à la prunelle de ses yeux. Une République d'Europe fière de sa laïcité. Une République d'Europe prompte à une lecture compassionnelle des rapports socio-économiques avec toutes les tendances socialistes que cela implique. Une République d'Europe qui a toujours privilégié à la dynamique de l'industrialisation un capitalisme terrien, à la limite de l'agrarien. Une République de la sorte n'agira jamais comme la Silicon Valley ni comme Washington.

Est-ce un bien ou un mal ? On peut naturellement en débattre. A la condition de ne jamais faire l'impasse sur une ou deux certitudes.

Une certaine idée d'un humanisme partagé

Qu'on le veuille ou non, mêmes rétrogradés par la Chine au rang de deuxième puissance économique mondiale, **les États-Unis continueront pendant encore de longues années de donner le La dans de multiples facettes du génie civilisationnel** : le *business* bien évidemment, du fait de la puissance financière de Wall Street et de l'effervescence de cette vallée du sud de la baie de San Francisco, qui incarne le nouvel horizon de pratiquement tous les créateurs de start-up à travers le monde. L'innovation technologique de la *Blockchain* à la recherche sur les nanosciences. Sans oublier l'inventivité culturelle qu'elle soit mainstream ou underground. Une donnée d'actualité qui tend justement à prouver que l'ingéniosité américaine n'a pas encore dit son dernier mot : à ce jour, c'est bien l'américain Pfizer qui a remporté la première manche dans la bataille pour la conception du vaccin contre la Covid-19, sur ses principaux compétiteurs, le français Sanofi et le britannique GlaxoSmithKline.

L'autre axiome qui ne saurait souffrir d'aucune dérogation concerne **les règles d'efficience qui président au fonctionnement durable d'un vrai joint-venture**. Il est des enjeux qui se traitent au niveau de Paris, Berlin ou Londres. D'autres qui appellent à une réaction coordonnée à un échelon supérieur, celui de l'Europe. Et enfin les plus cruciaux de tous, ceux qui conditionnent le devenir des



générations futures, pour lesquelles l'échelle continentale ne suffit plus. Qu'il s'agisse de lutter contre une pandémie, de contenir les risques systémiques de basculement de nos économies, sans parler bien évidemment de notre sécurité face à la folie terroriste, **aucune réponse ne peut disposer d'une portée viable, si nous ne nous sommes pas au préalable accordés à un niveau supra-continental.** Or cette approche indispensable qui sous-tend l'impérieuse nécessité de la coopération transatlantique, ne relève point de la mièvrerie d'un mondialisme utopique qui se complairait à rêver de valeurs universelles par essence inexistantes. Non, il s'agit juste de la capacité de nations indépendantes à préparer ensemble leur avenir, en prenant enfin conscience de l'univers qui les rassemble. **Cet univers a un nom : l'Occident.** Et ce n'est pas parce que nous tenons à faire perdurer son modèle qui nous est cher, que nous cherchons pour autant à imposer une primauté quelconque à travers le monde, dont nous respectons le pluralisme et l'égalité des cultures.

Lorsque nous aurons admis ces quelques évidences, lorsque nous nous serons réconciliés avec l'envie d'être nous-mêmes et de le rester encore pendant longtemps, alors l'Europe et l'Amérique travailleront à nouveau de concert, pour bâtir un édifice commun d'une résilience étincelante, un édifice qui résistera à toutes les brèches auxquelles nous exposent les poussées hégémoniques rugissant de part et d'autre de la planète.

Pour voir la vidéo de la chronique

Accès direct à la vidéo par flashcode

<http://www.stephane-jacquemet.com/les-etats-unis-leur-president-et-nous/>



Date de publication

Lundi 11 janvier 2021

A propos de Stéphane Jacquemet

Entrepreneur, Stéphane Jacquemet porte un regard libre sur les affaires de la cité. Depuis 2016, il développe à travers son site Internet un espace éditorial de réflexion en vue d'une gouvernance publique efficiente.

Contact - 01 72 28 54 90 - contact@stephane-jacquemet.com - <http://www.stephane-jacquemet.com>